

Il y a des indexations en enfer #blog

écrit par Raphaël Pomey | 14 juin 2024

Mon premier souvenir de Lausanne doit dater de 1991. C'était la fin de l'année, les décorations de Noël réchauffaient admirablement le climat et une tante m'avait emmené voir *La Belle et la Bête*, sauce Walt Disney, au cinéma. À moi qui venais d'un petit village comme Vallorbe, la ville me semblait majestueuse et féérique.

Plus tard, dans ma vie, j'ai vécu à Lausanne. J'aimais mon quartier, très multiculturel, et je m'y sentais bien. Mais la féerie avait disparu : parfois, des gens s'asseyaient sur le bord de la fenêtre de mon salon pour dealer, et il arrivait aussi que ma femme et moi soyons réveillés par la police qui sonnait chez nous alors qu'elle venait arrêter le voisin du dessous. Les cambriolages étaient aussi fréquents.

Une caste bloquée au Pays imaginaire

C'est la nature des choses : en grandissant, on guérit des illusions de son enfance et on accède à des réalités plus crues. L'épreuve est souvent douloureuse, mais elle vaut mieux qu'une existence entière à *Neverland*, le Pays des rêves. Le malheur étant qu'aujourd'hui, la belle ville de Lausanne semble administrée par des gens qui n'ont pas complètement rompu avec la Fée Clochette, Peter Pan et le Capitaine Crochet. Y a-t-il, en effet, un autre univers où des municipaux peuvent se regarder tranquillement dans le miroir avec des salaires indexés à hauteur de +11 et +12k (pour le syndic) le soir-même où des comptes déficitaires (3,5 millions, quand même) sont approuvés par leur législatif ? A part ces grandes banques où faire n'importe quoi débouche sur une prime ou une prudente mutation, je ne vois pas d'autre

exemples d'une même obscénité.



Neverland dans un livre de 1911 illustré par Francis Donkin Bedford. On observe que l'argent n'y pousse pas sur les arbres.

Mais oui je sais : dans le privé, on trouve des gens qui n'ont pas le quart des responsabilités du syndic de Lausanne et de son collègue et qui gagnent tout autant, voire plus. Mais vu que la gauche nous parle d'exemplarité du secteur public à chaque fois qu'elle accorde de nouveaux privilèges à son administration (congé menstruel, longues semaines de congé paternité, grève des femmes salariées...) que ne donne-t-elle pas l'exemple ? Que ne commence-t-elle pas par demander à ses élus de se serrer la ceinture en tentant de survivre avec le revenu annuel de trois familles normales, sans indexation ?

Petite pause dans ce texte pour vous inviter à soutenir notre travail avec [un abonnement au Peuple](#) ou avec [un don](#)

Un ami me dit qu'il y a, dans le canton de Vaud, 2% de contribuables (9000 au total donc) qui gagnent davantage que Grégoire Junod et ses camarades. Soit. Mais la vocation du socialisme consiste-t-elle à caler ses avantages sur ceux de l'hyperclasse qu'elle dénonce toute l'année ? Je me souviens d'un slogan qui disait « Pour tous, sans privilèges ». S'est-il transformé en « Nous aussi on a le droit de copier les pires dérives » ?



Et surtout ne changez rien. © Ville de Lausanne – Noura Gauper

Du besoin de morale dans la vie publique

Jusqu'ici, j'imagine que ce texte fait le plein chez mes amis droitards qui seront ravis de pouvoir se faire une Muni de gauche. Mais que l'on ne s'y méprenne pas : mon propos n'est pas partisan. Il est celui d'un chrétien qui ne juge pas concevable qu'une société survive à l'écart d'un sens minimal de la décence.

Que la morale soit violée dans le public ou le privé ne change rien à l'affaire pour qui n'a pas d'œillère idéologique, mais simplement le sentiment que notre monde est très malade.

« Si tu vois, dans le pays, l'oppression du pauvre, le droit et la justice violés, ne t'étonne pas de tels agissements ; car un grand personnage est couvert par un plus grand, et ceux-là le sont par de plus grands encore. »

Ecclésiaste 5 : 8

Texte issu du blog [En enfer il y a...](#)